

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

METZ, le 19/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ARKEMA FRANCE

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 ST AVOLD

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_2022-08-19_RAPVIsécheresse_MCB_31676
Code AIOT : 0006201785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 ST AVOLD. L'inspection a été annoncée le 09/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées

Elle a porté sur le contrôle des prescriptions relatives à la consommation d'eau et des mesures à mettre en place en cas d'alerte sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE
- Etablissement de Carling BP 61005 57500 ST AVOLD
- Code AIOT : 0006201785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold plusieurs installations et notamment :

- Secteur ACS "Acrylates" ;
- Secteur EAU "Environnement ADAME Utilités" ;
- Secteur SAP "Super Absorbants" ;
- Secteur pilotage et R&D.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures d'urgence lors du dépassement du seuil d'alerte sécheresse	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.1.5.2	/	Sans objet
8	Dispositifs de mesure totalisateurs et registre des volumes prélevés d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.1.2 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accusé réception suite au déclenchement d'une situation de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.1.5.5	/	Sans objet
4	Consommation d'eau du site	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.1.2 (partiel)	/	Sans objet
7	Consommation d'eau de l'atelier SAP	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite ont mis en évidence la mise en oeuvre des mesures prescrites en cas de dépassement du seuil d'alerte sécheresse de la zone de gestion "Sarre" mais un défaut de transmission des informations dans les délais requis. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection des installations classées d'ici le 25 août 2022 le bilan requis à l'article 2.1.5.2 de l'arrêté cadre eau du 27 mai 2015 modifié.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées sous 1 mois :

- les mesures prises ou prévues accompagné du calendrier de réalisation pour la récupération des purges de condensats de vapeur et pour la réparation de la fuite sur la prise d'utilité vapeur au niveau de la station de nettoyage industriel ;
- la liste des dispositifs totalisateurs présents sur le site et les documents attestant du bon étalonnage de ces dispositifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accusé réception suite au déclenchement d'une situation de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.1.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "L'exploitant accuse réception à l'Inspection des Installations Classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou d'une situation de crise par la Préfecture et confirme la mise en œuvre des mesures prévues aux articles 2.1.5.2, 2.1.5.3 et 2.1.5.4 ci-dessus."
Constats : Par courriel du 13 juin 2022, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant du passage en vigilance. La société Arkema en a accusé réception le même jour. Par courriels des 1er, 2 et 4 août 2022, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant du passage en alerte par arrêté du 29 juillet 2022. Compte tenu de la période estivale de congés, l'exploitant a accusé réception du message uniquement le 8 août 2022 et a transmis les mesures mises en place le 9 août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ; - renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; • interdiction de laver les véhicules de l'établissement ; • interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ; • report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ; • interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ; • mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents. <p>Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, sous un délai de 1 semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté Préfectoral d'autorisation ; • le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ; • le delta de température entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces températures ; • le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ; • le débit en marche dégradée ; • le débit de sécurité si existant ; • la période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ... <p>Les quantités seront données en m³/jour ou m³/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.</p> <p>L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...)." </p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées dans le délai de 1 semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, le rapport avec l'ensemble des informations exigées.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à transmettre ce bilan d'ici le jeudi 25 août 2022.</p> <p>Cependant, lors de la visite, l'inspection des installations a contrôlé, par sondage, les mesures réellement mises en place sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation des salariés Arkema les 9 et 12 août 2022 par différents canaux (mail, flash HSE, article sur l'intranet du site Arkema Carling, affichage dans les salles de contrôle) ; - sensibilisation des entreprises extérieures le 12 août 2022 par l'intermédiaire d'une note d'information ; - consignation de l'aire de lavage des véhicules située à l'UO Acrylates ; - absence d'activité de nettoyage industriel du 1er au 17 août 2022 sur la base d'une extraction de l'outil de suivi des opérations de maintenance ; - absence d'activité, le jour de la visite, de nettoyage industriel d'équipements sur l'aire de lavage des équipements située à l'UO Acrylates ; - mesure en continu du débit d'eau industrielle distribuée. Le débit d'eau industrielle distribuée oscille entre 140 et 150 m³/jour avec des pointes à 170 m³/h ; - mesure journalière de la température de l'eau distribuée industrielle en amont du réservoir A de 1000 m³. La température de l'eau industrielle distribuée oscille autour de 12°C avec un pic à 14,2°C le 10 août 2022 ; - mesure en continu de la température de l'eau rejetée en sortie de la station de traitement final (STF). Depuis juin 2022, la température est inférieure à 30°C à l'exception de 30 minutes le 4 août 2022 avec une température de 31,4°C liée à un arrêt court de la station et à l'absence d'effluent dans le canal de mesure ; - suivi du nombre d'heures de fonctionnement de la station de traitement final ;

<p>- mesure en continu du débit d'eau rejeté en sortie de la station de traitement final (STF).</p> <p>Compte tenu de la configuration du point de rejet dans le Merle (qui constitue la source du cours d'eau), l'exploitant ne procède pas à une mesure journalière de la température en amont et en aval du point de rejet.</p> <p>L'exploitant n'a pas, à ce jour, identifié de mesures de réduction de consommation d'eau qui n'impacte pas la production.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une infiltration dans les sols non revêtus de certaines purges de condensats de vapeur à proximité du silencieux DS201 dans le secteur EAU. L'exploitant a indiqué qu'une étude était en cours pour récupérer ses condensats afin de les recycler ; • une fuite sur une prise d'utilité vapeur au niveau de la station de nettoyage industriel dans le secteur Acrylates. <p>Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées - d'ici le 25 août 2022 le bilan requis ;</p> <p>- dans un délai de 1 mois, les mesures prises ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation pour la récupération des purges de condensats de vapeur et pour la réparation de la fuite sur la prise d'utilité vapeur au niveau de la station de nettoyage industriel.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 4 : Consommation d'eau du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.1.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...] La consommation d'eau qui ne s'avère pas liée à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours n'excède pas 6 millions de m³ par an pour l'ensemble de l'établissement."</p>
<p>Constats : Sans observation sur la base des déclarations GERE de 2019 à 2021</p> <p>- 2 702 388 m³/an pour l'année 2021 ;</p> <p>- 2 706 825 m³/an pour l'année 2020 ;</p> <p>- 2 925 931 m³/an pour l'année 2019.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que ces données étaient issues des factures de la société SEE qui distribue l'eau sur la plateforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consommation d'eau de l'atelier SAP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"La consommation d'eau industrielle qui ne s'avère pas liée à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours est limitée pour l'atelier SAP à 1 100 000 m³/an (eau déminéralisée incluse)."</p>
<p>Constats : Sans observation sur la base des consommations d'eau de l'année 2021 (390 000 m³) et de l'année 2022 à fin juillet 2022 (250 000 m³).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositifs de mesure totalisateurs et registre des volumes prélevés d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.1.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "[...] L'établissement est doté d'un ou plusieurs dispositifs de mesure totalisateurs de type volumétrique. Un registre dans lequel sont consignés les volumes prélevés mensuellement à des fins industrielles est tenu à la disposition du service de l'inspection des installations classées. [...]"
Constats : L'approvisionnement en eau de l'établissement Arkema est géré comme suit : <ul style="list-style-type: none">- l'eau industrielle, issue des eaux souterraines, est distribuée par la société SEE sur la plateforme de Carling/Saint-Avoid. Pour Arkema, l'arrivée d'eau industrielle s'effectue au niveau du réservoir A de 1000 m³ qui est situé à l'UO EAU ;- l'eau déminéralisée est produite par l'usine de déminéralisation de la plateforme exploitée par la société TEPF. Deux réservoirs d'eau déminéralisée sont présents sur le site Arkema : réservoir RS330 de 600 m³ situé dans le secteur Acrylates pour alimenter les secteurs EAU et Acrylates ; le réservoir B650 de 60 m³ situé dans le secteur SAP pour alimenter l'atelier SAP.- l'eau potable pour les usages sanitaires. Ces alimentations d'eau sont équipées, à plusieurs endroits du site, de dispositifs totalisateurs de type volumétrique gérés par SEE. Des compteurs internes gérés par Arkema sont également présents à plusieurs endroits du site. L'exploitant a présenté les données mensuelles fournies par SEE. L'exploitant a affirmé que l'étalonnage de ces dispositifs était réalisé par SEE et conformément aux exigences de l'Agence de l'eau mais n'a pas été en mesure de présenter les documents en attestant.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois la liste des dispositifs totalisateurs présents sur le site et les documents attestant du bon étalonnage de ces dispositifs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet